

LE POUVOIR DE LA MAFIA  
COLOMBIENNE  
DES ANNÉES 1980 ET 1990<sup>1</sup>

77

La Colombie a vu naître une nouvelle bourgeoisie grâce à la production et la commercialisation de la cocaïne. Au-delà de la sphère économique, cette nouvelle classe sociale a voulu s'intégrer à tous les secteurs d'activité<sup>2</sup>. Ainsi, ces « capitalistes parias » se sont-ils progressivement engagés dans des activités politiques et sociales significatives afin d'être rapidement acceptés par la société.

La perméabilité des instances étatiques a permis également leur infiltration à la fois dans la sphère publique et privée. De ce point de vue, si chaque cartel a son influence et ses méthodes, c'est le cartel de Medellín qui a joué le rôle le plus direct et le plus important en matière sociale, politique et économique au cours des années 1980 et 1990. La pénétration du système étatique et social est l'un des indices du pouvoir de l'ordre mafieux.

Cet article essaie d'aborder la question du pouvoir du crime organisé lié au trafic de drogue en Colombie pendant les deux dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle dans divers champs sociaux. Nous analyserons les tensions entre État, droit et mafia. La réflexion portera sur l'impact des actions de

---

1. Cet article s'appuie sur un travail de terrain réalisé à Medellín en Colombie, de juin à août 2009. Mes remerciements à Nicolas Molfessis, Anne-Marie Ho Dihm, Thomas Burelli et Diane-Marie Palacio pour leurs conseils et corrections.

2. Cette intégration à la vie nationale est expliquée par la situation économique, les besoins de nouveaux capitaux, ainsi que par la pratique d'une exception d'impôts sur les revenus du marché illégal appelée *ventanilla siniestra* et par l'histoire culturelle des marchés informels et illégaux. Voir Marco Palacios, *Entre la legitimidad y la violencia. Colombia 1875-1994*, Bogotá, Norma, 2007.

l'ordre mafieux, et l'analyse de l'*inter-légalité*<sup>3</sup> sera fondamentale pour en examiner la dichotomie légal-illégal. Ainsi, il est possible d'étudier l'influence de ce type de crime organisé dans la sphère locale et nationale<sup>4</sup>.

#### LE POUVOIR DE LA MAFIA COLOMBIENNE DANS LA SPHÈRE LOCALE

78 La mafia du commerce de la drogue en Colombie fait son apparition dans les années 1970 avec la commercialisation de la marijuana ou de ce qu'on appelle la *bonanza marimbera*. Le marché de la cocaïne trouve son origine dans la contrebande, au sein d'une société en crise économique et sociale dans laquelle l'État était peu présent. Par ailleurs, l'affaiblissement des élites régionales va contribuer à la naissance des mafias comme nouvelle classe sociale dominante. Dans ce contexte, le narcotrafic est devenu le crime organisé le plus caractéristique de la Colombie, et est entendu comme une « économie illicite »<sup>5</sup>.

Le narcotrafic a également permis l'émergence d'une mafia colombienne conçue comme « des groupes identifiés par des intérêts économiques, sociaux, politiques et culturels qui assument une certaine attitude vis-

3. « Notre vie juridique se caractérise par le croisement de différents ordres juridiques, c'est-à-dire l'inter-légalité. L'inter-légalité est la contrepartie phénoménologique de la pluralité juridique, ce qui fait qu'elle est le deuxième concept clé d'une conception postmoderne du droit. L'inter-légalité est un processus dynamique parce que les espaces juridiques ne sont pas synchroniques, ce qui aboutit à des mélanges irréguliers et instables de codes juridiques. » Boaventura de Sousa Santos, « Droit : une carte de lecture déformée. Pour une conception postmoderne du droit », *Droit et Société*, n° 10, 1988, p. 363-388.

4. La mafia a aussi un impact sur la sphère internationale car elle se confronte aux politiques législatives d'autres nations, plus particulièrement à celle des États-Unis et aux politiques internationales de lutte contre la drogue. Ainsi, il en résulte un « localisme globalisé » et un ordre étatique affaibli et subordonné à deux forces, l'une internationale ou supranationale qui exige de combattre les drogues, et l'autre infranationale (narcotrafic et autres) qui fait pression vers le bas. D'autre part, la coexistence de l'ordre national avec la pression des ordres mafieux et international permet la constatation d'une pluralité. Voir Rodrigo Uprimny Yepes, « El "laboratorio" colombiano: narcotráfico, poder y administración de justicia », in Boaventura de Sousa Santos et Mauricio García Villegas (dir.), *El Caleidoscopio de las justicias en Colombia*, Bogotá, Colciencias / Instituto colombiano de antropología e Historia / CES / Universidad de los Andes / UNAL / Siglo del Hombre Editores, t. I, 2004.

5. Cependant, « le narcotrafic n'est pas une forme ordinaire de criminalité mais une espèce de "capitalisme mafieux", c'est-à-dire un processus productif mercantile effectué par des entrepreneurs illégaux. Le narcotrafic n'est pas seulement une conduite délictueuse parasitaire. En effet, même si elle est le résultat d'une forme de criminalité organisée, l'économie de la drogue est un processus de production où se font des avancements en capital et en travail pour produire des marchandises avec l'objectif de les vendre dans un marché et obtenir des bénéfices. Processus productif, le narcotrafic ne peut pas être analysé comme les autres activités criminelles qui cherchent l'accumulation de richesses », *ibid.*, p. 398 (traduction de l'auteur).

à-vis de l'État et de l'ordonnancement juridique. Pour résoudre leurs conflits ils ne font appel ni aux juges ni aux institutions étatiques mais font usage d'organisations de sicaires créées à cet effet et figurant comme des agents locaux qui savent se faire respecter et accepter. De même que les mafias traditionnelles, la mafia colombienne a assis son pouvoir sur la famille (parents, frères, oncles, cousins, neveux, etc.) jusqu'à pénétration des groupes sociaux. Même si l'on observe des différences entre les groupes régionaux, on peut affirmer qu'ils ont en commun d'être issus de secteurs de la classe moyenne et inférieure, et d'avoir très rapidement réussi à intégrer les classes supérieures de la société, avec la possibilité, ainsi, d'amplifier leurs influences<sup>6</sup> ».

De plus, on peut constater l'existence d'une nouvelle sorte de mafia ou d'une *burguesía gangsteril*<sup>7</sup> qui explique le phénomène d'émergence d'une classe dominante avec un pouvoir politique, social, culturel et, évidemment, économique important.

79

Ainsi, l'insertion dans la vie locale et quotidienne de la population est réelle et l'instauration d'une normativité spécifique à la mafia du trafic de drogue est courante dans ce type d'organisation.

### *Les manifestations du pouvoir local de la mafia*

Le pouvoir d'infiltration de la mafia peut être constaté dans la sphère locale car les cartels commencent à développer un environnement de violence, mais aussi de confiance et de bien-être<sup>8</sup>.

D'abord, la violence de cette organisation criminelle peut être dirigée vers l'intérieur de l'organisation (actes de violence contre ses membres pour garantir la cohésion et l'unité de l'organisation) ou vers l'extérieur (actes terroristes menés contre la population et contre l'État).

Les premières manifestations de cette violence sont les règlements de comptes et les exécutions réalisées par l'organisation elle-même, afin de contrôler le bon accomplissement d'un marché. Ainsi, la délation, l'inaccomplissement d'un contrat ou les manquements à la parole ont comme sanction maximale la mort. Cependant d'autres punitions comme l'expropriation illégale de biens, l'intimidation ou l'exclusion du cercle d'affaires sont possibles.

6. Dario Betancour Echeverry, « Tendencias de las mafias colombianas de la cocaína y la amapola », *Revista Nueva Sociedad*, n° 128, nov.-déc. 1993, p. 43 (traduction de l'auteur).

7. Expression utilisée par Rodrigo Uprimny pour définir l'influence sociale de la nouvelle classe émergente.

8. Voir Diego Gambetta, *The Sicilian Mafia. The Business of Private Protection*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.

Un autre type de la violence mafieuse est palpable : la confrontation avec l'État dans ce qui a été appelé « la guerre contre le narcotrafic ». Cette période démontre la force de la mafia à se constituer en pouvoir capable d'affronter l'État. Ainsi le narcotrafic a développé une violence à l'échelon national contre les fonctionnaires de l'État tels que les magistrats, fonctionnaires judiciaires et autres personnages de la vie politique.

Comme l'a déjà expliqué Rodrigo Uprimny Yepes, la violence du narcotrafic n'affecte pas tous les secteurs de la même manière. Chaque période, chaque espace a ses caractéristiques de violence et ses degrés d'intensité<sup>9</sup>.

80 Un journaliste confirme ce mélange des genres : « Le pays a vu l'émergence de plusieurs groupes violents et de types de violences, mais ils sont aujourd'hui tous interconnectés. Désormais, il est très difficile de les séparer. Toutes sont dynamisées par le phénomène du narcotrafic. Dans le champ politique et dans l'armée, on peut constater que l'État est acteur dans cette dynamique. »

Les relations entre tous ces acteurs étant très complexes, il est parfois difficile de les différencier. D'une part, les bandes de sicaires sont chargées de l'exécution des sanctions ou du règlement d'autres types de situations qui entrent en contradiction avec l'ordre interne de la structure. Ces jeunes tueurs, d'origine populaire et issus de familles monoparentales, règlent les comptes et forment l'armée de la mafia qui, dans les années 1980 et 1990, comporte plus de 2 000 hommes. Ils exercent un contrôle territorial dans les quartiers, en imposant les règles de la mafia. À côté de ces bandes, le contrôle territorial par la violence du marché illicite de la drogue a aussi été géré par des gangs, des milices et des groupes paramilitaires.

En parallèle de ces structures violentes illégales, la mafia utilisait aussi les structures légales (agents de sécurité et de vigilance urbaine) et même étatiques (militaires et policières).

D'autre part, aux pactes et accords fréquents entre mafia et secteurs légaux et illégaux, s'ajoutaient aussi des alliances entre un acteur légal et un acteur illégal pour se protéger des actions violentes de la mafia. Par exemple, un pacte fut conclu entre police et milices pour garantir la protection des policiers dans divers quartiers, au moment où la mafia avait fixé un prix pour faire abattre certains agents.

Les déclarations d'un membre d'une milice mettent en évidence ces types de pactes : « À la fin de l'année 1989, quand les sicaires du cartel

9. Rodrigo Uprimny Yepes, *op. cit.*, p. 407.

ont déclaré la guerre à la police, je me souviens qu'un groupe de dix-huit agents de police était monté jusqu'au Popular<sup>10</sup> pour demander la protection des milices. Leur situation était désespérée [...]. Plusieurs d'entre eux avaient été assassinés en allant au travail, en amenant les enfants à l'école, ou simplement en entrant dans un magasin pour acheter des cigarettes. Chaque fois, les sicaires pouvaient demander les deux millions de pesos offerts par les bureaux de la mafia<sup>11</sup>. »

Le contrôle du pouvoir par le narcotraffic s'étend dans plusieurs domaines et le monopole de la violence n'est plus « réservé » à l'État, surtout dans des villes complètement noyautées par le contrôle mafieux, comme Medellín dans les années 1980 et 1990. Ainsi, l'usage de la violence pour intimider la population fut un instrument de contrôle territorial, politique et social dans toute la ville. D'autres exemples d'infiltration dans la sphère sociale peuvent aussi être évoqués : le couvre-feu imposé par les bandes dans des quartiers, le paiement d'impôts pour la guerre contre l'État, les solutions informelles de règlement des conflits... Ces exemples permettent de penser que le narcotraffic et le pouvoir exercé par ses bandes étaient reconnus par la population de ces quartiers comme des organismes légitimes de sanction et de régulation. En conséquence, la violence est devenue une méthode pour acquérir le pouvoir et conserver le monopole d'un territoire.

81

Par ailleurs, la mafia se substitue à un État déficient, en insufflant l'argent du narcotraffic dans des actions « bienfaitrices ». De cette manière, elle s'est instituée en symbole protecteur des classes les plus populaires, ce en quoi a fort bien réussi Pablo Escobar. Afin de légitimer son rôle dans la population, le dirigeant du cartel de Medellín a développé des plans sociaux : construction de parcs sportifs et de terrains de football, création d'un zoo, donations d'argent et construction de logements sociaux. L'une de ses œuvres les plus représentatives est le quartier qui porte son nom<sup>12</sup>. Cet exemple marque clairement les frontières entre légalité et

10. Quartier de la commune nord-orientale de Medellín.

11. Gilberto Medina Franco, *Una historia de las milicias de Medellín*, Medellín, IPC, 2006. Consultable sur <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/colombia/ipc/historiamilicias.pdf>, p. 21-22 (traduction de l'auteure).

12. Escobar a construit à Medellín un quartier de 3 000 logements pour des personnes en difficulté. Actuellement, le quartier est entré dans un processus de régularisation avec la mairie, et, paradoxalement, le slogan de cette campagne porte le nom *Barrio a lo legal* (« quartier légal »).

illégalité : d'une part, la mission sociale de l'État se trouve remplacée par une organisation illégale ; et, d'autre part, la communauté de ce quartier est amenée à reconnaître l'importance et l'autorité d'Escobar, en dépit de l'origine connue du financement de la construction du quartier. Ainsi, la conscience collective oscille entre la légalité et l'illégalité, comme une conscience légale hybride.

De façon moins directe, l'offre de « bien-être » apportée par la mafia peut aussi se traduire par des investissements sur les marchés légaux (entreprises de construction, établissements de divertissement, vente et achat d'immeubles et de voitures), même si son intervention dans l'économie légale est une méthode de blanchiment d'argent. La mafia fut également une source d'emploi direct. En conséquence, l'apparent bien-être apporté par la mafia a d'un côté provoqué une augmentation du niveau de vie, mais aussi accentué la fracture sociale entre riches et pauvres.

Enfin, le dernier élément intéressant à évaluer concernant l'impact de la mafia dans la société, c'est la confiance, car elle est indispensable au développement du commerce de la drogue. Elle agit à deux niveaux : d'abord dans les relations nouées à l'intérieur de l'organisation, parce que les entrepreneurs doivent pouvoir agir en confiance au milieu de la population et à l'extérieur du réseau mafieux pour protéger les activités du *business* ; ensuite, dans la constitution d'armées privées, en raison du manque de confiance dans le système étatique, surtout dans les États faibles et peu présents.

Pour établir la confiance, il est nécessaire de créer des liens forts et étroits entre les participants. Ces liens de confiance sont la parentalité et/ou la corruption. Ainsi, « la corruption est en conséquence une condition et un effet du narcotraffic <sup>13</sup> ».

Un système mafieux peut donc noyauter une société et sa culture par la violence, le bien-être et la confiance. La société est ainsi placée dans une dualité légalité-illégalité, avec des nuances dans les relations entre ces deux statuts et commence à construire de nouveaux pactes sociaux ; et l'État, considéré comme un souverain territorial, un système de règles, comme une institution garantissant l'ordre et la sécurité par l'exercice de la coercition légitime du pouvoir, se trouve réévalué par

---

13. Rodrigo Uprimny Yepes, *op. cit.*, p. 470 (traduction de l'auteure).

les interconnexions avec l'illégalité provoquées par la mafia du trafic de drogue et les manifestations de son pouvoir<sup>14</sup>.

### *La loi de la coca*

La mafia de la drogue en Colombie a élaboré des règles pour ses activités, en même temps qu'elle s'infiltrait dans la sphère locale. Ainsi, certains principes accompagnent les règles du marché de la cocaïne et aident à la consolidation du pouvoir de la mafia dans la société.

Ces règles n'ont pas les mêmes caractéristiques que celles de l'*omertà* italienne, mais elles ont eu un impact important dans la société et dans sa culture légale<sup>15</sup>. Ces principes ont également renforcé les lois du marché fondées sur la production et la commercialisation de la cocaïne, en garantissant la rentabilité et la protection de celui-ci.

« Il est clair que le narcotraffic a ses règles à lui », dit un journaliste qui a dû travailler dans la clandestinité pendant la période violente du narcotraffic. Ainsi, on peut distinguer la *loi de l'argent*, la *loi de la gâchette* et la *loi du silence*. Ces règles non formelles et de nature plutôt orale sont identifiées avec la culture de l'argent, de la famille et de la propriété, parce qu'elles prennent ces trois éléments comme des valeurs ou principes pour exercer la normativité de la mafia.

83

À cause de l'accessibilité des produits et des flux importants et rapides de liquidités du marché de la cocaïne, le narcotraffic a imposé l'idée que « tout a un prix », ou que « tout s'achète et tout se vend », et il garantit ainsi la protection du marché. Cette pratique appelée la *loi de l'argent* est fondée sur les transactions d'argent en échange de certaines faveurs. C'est la corruption, notamment dans des espaces étatiques et politiques. Elle a engendré un accroissement de la transaction pour tout type de services, de biens, et aussi de valeurs.

La technique de la *loi de l'argent* a été davantage employée par le cartel de Cali que par celui de Medellín, ce dernier utilisant plutôt la *loi de la gâchette*, notamment à l'époque de la « guerre contre le narcotraffic » où les *Extraditables* se sont constitués comme une « force politique » et armée. Cette loi s'est appliquée dans des pratiques extrajudiciaires, des règlements de comptes et des exécutions effectuées par les sicaires.

14. Voir Phil Williams, « Transnational organized crime and the state », in Rodney Bruce Hall et J. Thomas Biersteker, *The Emergence of Private Authority in Global Governance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 161-182.

15. Voir Roger Cotterrell, *Law, Culture and Society. Legal ideas in the Mirror of Social Theory*, Ashgate, 2006; André-Jean Arnaud (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et Sociologie du droit*, LGDJ, 2<sup>e</sup> éd., 1993, p. 139-142.

Parfois la *loi du plomb*, autre appellation de la *loi de la gâchette*, est l'application d'une sanction correspondant à la *loi de la parole* ou à la violation de la *loi du silence*.

Ces deux dernières lois sont très liées. Elles ont une connotation discursive et un impact fort sur le système de confiance développé par la mafia. En conséquence, la *loi de la parole* est fondamentale pour l'accomplissement du *business*. Ce type de stratégie renforce les normes ancestrales de la société locale où tout contrat était conclu par un accord verbal.

La *loi du silence*, appliquée dans toutes les mafias, est peut-être le meilleur exemple de cohésion à l'intérieur du système régulateur de la mafia. Cette règle basique est fondée sur la confiance à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation, et garantit l'impunité. Le manquement à la parole ou la délation sont vues comme des trahisons pour lesquelles la mort est la sanction.

La mafia du trafic de drogue a ainsi développé un système d'exécution privée, fondé sur des lois internes à la mafia. Cependant, ce système peut aussi toucher des personnes de la sphère publique. Un juge peut ainsi expliquer que « la justice de Pablo Escobar était une justice du "si tu ne tiens pas ta parole, tu meurs". C'était le pacte de la mafia, la mafia ne pardonne pas, elle persécute tout le monde ».

La justice de la mafia s'appuie sur des motifs économiques et sur des principes de vengeance. De cette manière, les mafieux développent des règles non officielles et despotiques.

Dans cette perspective, la loi étatique partageait donc son pouvoir avec le narcotrafic et ses exécutants, ainsi qu'avec d'autres acteurs qui exerçaient justice et droit, au sens large, en toute illégalité. Dans d'autres cas, l'État, en promettant des récompenses à ceux qui pouvaient donner des informations sur les actions de la mafia, c'est-à-dire en poussant à la délation, permit quelques réussites contre la mafia.

Toutes les situations précédemment exposées ont occasionné l'apparition de divers centres de pouvoir et divers codes de valeurs qui convergeaient avec le pouvoir étatique, ou le déplaçaient. On eut alors affaire à une redéfinition de certains principes fondateurs du pouvoir hégémonique.

LE POUVOIR DE LA MAFIA COLOMBIENNE  
DANS LA SPHÈRE NATIONALE

Dans l'histoire de la mafia du trafic de drogue en Colombie, deux moments particulièrement importants ont affecté l'ordre national : d'abord l'incursion en politique de quelques *capos* ; ensuite les politiques d'action contre les traités d'extradition.

Ainsi, Pablo Escobar et Carlos Lehder intègrent des partis politiques traditionnels, et le leader du cartel de Medellín arrive même à siéger au Congrès national. Simultanément, des investissements et des subventions ont été versés aux partis politiques traditionnels avec de l'argent issu du narcotraffic, mais cette irrégularité ne fut dénoncée qu'après l'appropriation du pouvoir politique et social par ces deux personnages, quand la classe traditionnelle les a perçus comme une menace.

85

Le programme politique des narcotrafiquants est résumé par Salazar en cinq lignes directrices : la légalisation de la cocaïne, la défense de la démocratie, le recours au populisme en dépensant d'importantes sommes d'argent pour mener la campagne électorale, un discours anti-oligarchie et anti-américain. Il y a là tous les éléments d'un discours de légitimation sociale et politique de la drogue<sup>16</sup>.

Portrait d'Escobar en politique fait par un journaliste : « Quand Pablo Escobar arrive au Sénat, les journalistes commencent à enquêter et Guillermo Cano révèle l'identité du nouveau sénateur. Mais cela faisait déjà cinq ans qu'il créait des quartiers et des centres sportifs et se faisait aimer de la population. »

Le deuxième moment politique important est celui des actions des *Extraditables*. Ce groupe formé par plusieurs narcotrafiquants du cartel de Medellín revendiquait la légitimité du commerce de la drogue et se battait contre le traité d'extradition signé avec les États-Unis en 1979, tout en essayant d'obtenir un statut politique pour négocier avec l'État.

De cette manière, les *Extraditables* se sont constitués comme une force armée, tout en renforçant leur puissance politique et en cherchant à exercer une influence dans le domaine juridique. La publicité de ce groupe était si forte qu'il faisait pression sur l'État : à l'intérieur, par la corruption du corps politique et législatif ; et, à l'extérieur, par la violence, en perpétrant des attentats et en prenant en otage de grandes figures de la vie sociale et

16. Alonso Salazar, *Las subculturas del narcotráfico*, Bogotá, CINEP, 1992, p. 56.

politique du pays. Du côté juridique, ils furent assistés par des juristes chargés d'empêcher la signature de traités d'extradition. L'élaboration du texte constitutionnel a été rendu perméable par la *loi de l'argent*, ce qui a conduit à garantir constitutionnellement la non-extradition.

Les actions de ce groupe finirent par déclencher la « guerre contre le narcotrafic ». Celle-ci débuta avec l'assassinat du ministre de la Justice Rodrigo Lara Bonilla en 1984 et s'intensifia à partir de la mort du candidat présidentiel Luis Carlos Galán en 1989.

86 Face à cette situation de désordre public, l'État déclara l'état d'urgence, instaura des règles d'exception constitutionnelle, et fut amené à politiser le juridique, et inversement, dans la mesure où les instruments juridiques furent utilisés pour justifier le discours politique de la « guerre contre le narcotrafic ». Par la mise en place de ce système, l'État recourait à des normes à l'efficacité contestable, ayant très peu de liens avec la guerre déclarée mais qui permettaient une sévérité accrue du système pénal<sup>17</sup> et l'emploi de techniques contraires à un État de droit.

### *Le pouvoir de la mafia colombienne et l'instrumentalisation du droit étatique*

Comme nous venons de le voir, le pouvoir de la mafia colombienne a eu des répercussions importantes sur la normativité étatique, en influençant l'élaboration et l'application de lois. Cette situation juridique va générer des critères d'exception normative.

La déclaration d'état d'urgence, prévue par l'article 121 de la Constitution colombienne de 1886, a été instrumentalisée pendant les années 1980 et 1990, période pendant laquelle la Colombie fut en état d'urgence pendant sept ans après l'assassinat du ministre de la Justice. L'état d'urgence fut instauré pour contrôler la situation d'instabilité politique et sociale développée par le narcotrafic. Cependant ce mécanisme manquait d'efficacité. Ainsi, un examen détaillé de la situation atteste que, pendant cette période, l'émission de décrets par l'exécutif ne correspondait pas nécessairement au phénomène du narcotrafic qui avait motivé l'exception<sup>18</sup>.

17. Voir Mauricio Garcia Villegas, « Eficacia simbólica y narcotráfico », *Nuevo Foro Penal*, n° 54, octobre, Bogotá, Temis, 1991, p. 419-452.

18. Sur la totalité des décrets sanctionnés entre 1984 et 1989 (139 décrets), seuls 26 avaient une relation directe avec l'état d'urgence. Voir Mauricio Garcia Villegas, *ibid.*, p. 434. Ainsi, les décrets comportaient des généralités, d'autres acteurs et des sujets sans rapport avec le narcotrafic. En conséquence, l'État dépassa le discours juridique en instrumentalisant l'état

En effet, durant cette période, on peut constater la convergence de divers langages – symbolique, guerrier et juridique – selon le moment et l'exigence politique, et l'état d'urgence devient un instrument de pouvoir symbolique qui influença les comportements et les valeurs de l'État et de la société. Le traité d'extradition reste le symbole du combat du pouvoir étatique contre le pouvoir mafieux, et met en exergue la politisation du discours juridique.

En 1989, le président Barco signa le décret d'exception 1860, ainsi que d'autres<sup>19</sup>, en s'appuyant entre autres sur le traité d'extradition de 1979, ce qui cristallisa la déclaration de guerre contre les mafias de la drogue. Après cette réponse étatique, le groupe d'*Extraditables* intensifia ses actions de lutte contre le traité d'extradition et réussit à intervenir dans la rédaction constitutionnelle en matière d'extradition<sup>20</sup>. En même temps, l'État, sous la présidence de César Gaviria, essaya de négocier un système de « soumission à la justice », développé dans le décret 2047 de 1990, dans le but d'éliminer le « narcoterrorisme ».

87

Ainsi, on peut observer la juxtaposition de pouvoirs, où la violence est un facteur important de pression contre l'État, et où le narcotrafic apparaît comme ayant le pouvoir de faire changer le discours politique et juridique<sup>21</sup>.

La justice subit également l'influence du pouvoir symbolique de la mafia qui mène une guerre contre elle<sup>22</sup>. L'État, par les décrets 180 et 181, instaure, en 1988, une juridiction spéciale en réponse à cette violence et dont le caractère devait être transitoire. Cette justice sera cependant intégrée à la juridiction ordinaire et adoptera le nom de « justice régionale » (décret 2700-91 art. 5 transitoire)<sup>23</sup>.

---

d'urgence et les décrets, notamment ceux concernant l'extradition. Voir Gabriel Gomez Sanchez et al., *Función Estratégica del derecho en la guerra contra el narcotráfico*, Medellín, UPB, 1992.

19. Décrets 1856 et 1893 sur la saisie des biens acquis de manière illégale, décret 1895 sur l'enrichissement illicite.

20. L'article 35 de la Constitution colombienne de 1991, modifié depuis par A.L. 1 de 1997, disposait : « *Se prohíbe la extradición de Colombianos por nacimiento. No se concederá la extradición de extranjeros por delitos políticos o de opinión. Los Colombianos que hayan cometido delitos en el exterior, considerados como tales en la legislación nacional, serán procesados y juzgados en Colombia.* »

21. Voir Gabriel Gomez Sanchez, *op. cit.*, p. 144.

22. L'ASONAL judiciaire (Association des juges au niveau national) déclare 120 assassinats de juges, des menaces de mort et des harcèlements pendant les années 1982 et 1989.

23. Cette justice qui devait être exceptionnelle et transitoire fut déclarée législation permanente par la commission spéciale législative du Congrès, créée au moment de l'élaboration de la Constitution.

La juridiction spéciale de 1988 porte aussi le nom de « justice sans visage », car elle voulait préserver l'identité des témoins et des juges et elle comprenait des limitations relatives à l'administration de la preuve et à la publicité des audiences. Ces pratiques furent critiquées pour violation des principes du procès, de la contradiction probatoire et du droit de défense<sup>24</sup>.

Cependant cette « justice sans visage », par la précarité des instruments mis en place, ne garantissait pas entièrement la protection des fonctionnaires judiciaires et des témoins, et elle a engendré d'importantes violations procédurales qui ont affaibli son efficacité réelle et a eu pour résultat la remise en cause de la souveraineté de l'État et l'affirmation du pouvoir du narcotrafic.

88

En conclusion, le narcotrafic a eu un impact très important sur l'ordre national en provoquant « une augmentation de l'autoritarisme juridique, une culture de l'exceptionnalité politique et une fragmentation institutionnelle<sup>25</sup> ».

« L'état d'urgence en Colombie, explique Garcia Villegas de son côté, a inculqué une culture juridique sur les limites du possible et de l'impossible, sur ce qui est légal et illégal, sur ce qui est à l'intérieur et à l'extérieur du droit, pas seulement par ceux qui font et appliquent le droit, mais aussi pour le citoyen, au jour le jour. La pratique de l'état d'urgence a produit une amplification de la marge du possible dans le droit, à travers la normalisation de l'exception. Le champ juridique a colonisé les terrains du social, de la politique, de l'économie. Le droit s'est politisé et la politique s'est "juridicisée". Ce qui a amené à faire penser que l'exception constitutionnelle est aussi constitutionnelle que la normalité, et à partir de ce biais, à faire croire que l'exception doit être acceptée comme quelque chose de normal<sup>26</sup>. »

---

24. Voir Claude Katz et Luis Carlos Nieto Garcia, « Jueces Anónimos, Justicia Ciega. Informe de una misión de investigación del 30 de junio al 7 de julio de 1996 », consultable sur <http://www.derechos.org/nizkor/colombia/doc/jueces.html>.

25. Rodrigo Uprimny Yepes, *op. cit.*, p. 389 (traduction de l'auteur).

26. Mauricio Garcia Villegas, « Constitucionalismo perverso. Normalidad y anormalidad constitucional en Colombia: 1957-1997 », *in* Boaventura de Sousa Santos et Mauricio Garcia Villegas (dir.), *op. cit.*, p. 359-360 (traduction de l'auteur).

### *Le pouvoir de la mafia colombienne dans les relations d'inter-légalité*

L'analyse des *inter-légalités* (l'intersection de légalités entre elles, d'illégalités entre elles, et de celles-ci avec celles-là) permet de voir le narcotraffic comme un atomiseur d'ordres normatifs alternatif à l'ordre étatique, car il est un « potentialisateur » de certaines pratiques normatives et juridiques légales et illégales, qui correspondent à la dynamique et à la structure du marché de la drogue. Mais, le problème est plus complexe que l'unique analyse économique et il faut considérer d'autres champs et les relations entre eux<sup>27</sup>.

Ce mélange de normativités fait de la mafia colombienne un phénomène intéressant car il révèle des acteurs et des phénomènes reliés entre eux (guérillas, paramilitaires, *mafiosos*, forces armées, forces de sécurité, vigiles privés armés, justice locale, bandes et milices, et justice étatique).

89

Ces inter-légalités trouvent une illustration dans la déclaration d'un avocat : « Il y a une fille de 18 ans qui vient parfois à mon bureau. D'abord, elle a eu un copain mafieux, mais il s'est fait tuer. Après, elle a été la copine d'un guérillero du quartier mais il s'est aussi fait tuer. Maintenant, elle est la copine d'un *paraco*<sup>28</sup>. »

Ces relations entre légalité et illégalité sont très perceptibles dans la société colombienne actuelle. Le cas de Medellín est caractéristique à cet égard, qui voit une espèce d'extension des tentacules de l'ancienne mafia. Ainsi, 1 088 décès violents ont été recensés dans les six premiers mois de 2009 : la nouvelle mafia est très orientée vers l'autoprotection<sup>29</sup>, laquelle est gérée par des organismes paramilitaires, et son pouvoir s'étend, comme celui de l'ancienne mafia, dans les sphères plus hautes du pouvoir social et étatique (phénomène parapolitique). Cette nouvelle mafia a un centre d'opération appelé « bureau », d'où elle s'impose à la

27. Daniel Pécaut explique cette relation ainsi : « On peut débattre indéfiniment sur ce qui, dans ce panorama, revient à la consolidation et la prolifération d'acteurs armés et ce qui relève de la simple expansion de l'économie de la drogue. Les deux se juxtaposent à l'évidence, les interactions entre acteurs armés contribuant à accentuer la dislocation d'un tissu social déjà fragilisé par les retombées d'une activité illégale. En tout état de cause, les réseaux de narcotraffiquants sont bien les protagonistes centraux sur les deux plans. » Daniel Pécaut, « Entre pragmatisme et violence. Les stratégies des "mafias" colombiennes de la drogue », *Politix*, vol. 13, n° 2000, p. 77-96.

28. Nom donné aux paramilitaires.

29. Voir Diego Gambetta, *op. cit.*, et Gustavo Duncan, *Los señores de la guerra. De paramilitares, mafiosos y autodefensas en Colombia*, Bogotá, Planeta/Seguridad y Democracia, 2006.

société et à l'État en montrant son pouvoir, comme le faisait la mafia du cartel de Medellín. Ainsi, il est possible d'affirmer qu'il existe un impact longitudinal de ce type de criminalité.

En Colombie, le narcotrafic peut être qualifié de *narco-démocratie* en raison de l'imbrication des intérêts des narcotrafiquants, de l'État et de la société<sup>30</sup>.

L'impact de la mafia sur le système social, politique et légal permet d'opérer une redéfinition du droit et de l'État : le droit peut être fondé sur la rhétorique, la bureaucratie et la violence<sup>31</sup>. Ainsi sont mises en évidence les interconnexions entre les légalités et cela confirme la constitution d'un ordre normatif et juridique au sein des organisations criminelles<sup>32</sup>.

La structure mafieuse peut entrer en tension avec le droit étatique, et cela a des conséquences dans la sphère juridique de la région et dans la culture légale de la communauté. De la sorte, face à une collectivité dispersée en de multiples centres de pouvoir et en une incapacité étatique à établir une cohésion sociale, l'impact néfaste de la mafia du trafic de la cocaïne a de lourdes conséquences sur l'évolution de la culture de l'exception, où les frontières entre légalité et illégalité sont extrêmement floues, et dans la sphère locale et dans l'ordre national.

---

30. Alain Labrousse et Michel Koutouzis, *Géopolitique et Géostratégie des drogues*, Economica, 1996.

31. Boaventura de Sousa Santos, *Sociología jurídica crítica. Para un nuevo sentido común en el derecho*, Madrid, Trotta / ILSA, 2009.

32. Voir Santi Romano, *L'Ordre juridique*, Dalloz, 2002, p. 90 ; Jean-François Perrin, *Sociologie empirique du droit*, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1997, p. 33 ; Noberto Bobbio, *Teoria do ordenamento jurídico*, Brasilia, Editora Universidade de Brasilia, 1995, p. 163-164 ; Vittorio Frosini, « Diritto e Società nel pensiero di A. Podgórecchi », *Sociologia del Diritto*, Milan, Franco Angeli Edizioni, vol. II, 1975, p. 429-430.

---

#### R É S U M É

---

*Le crime organisé lié au trafic de drogue en Colombie pendant les deux dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle a eu un impact considérable sur divers champs sociaux, en se constituant comme un ordre régulateur de la société. L'article explore les faits qui confirment la dichotomie légal-illégal dans le contexte violent instauré par l'ordre mafieux, pour démontrer le déploiement de son pouvoir.*